

1881

BARREAU DE MONTREAL.

Rapport du Comité nommé pour suggérer les mesures
à adopter pour rendre plus efficace l'administra-
tion de la justice dans les Cours Supérieure
et de Circuit dans et pour le
District de Montréal.

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-JEAN

31103470110
2019.06-11

RAPPORT.

Le comité nommé à l'assemblée du barreau de Montréal, le trois Décembre courant, pour étudier les questions concernant l'administration de la justice qui demandent une réforme immédiate, a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a tenu trois séances où, après discussion, l'on est tombé d'accord sur les suggestions suivantes que l'on considère propres à remédier aux griefs dont on se plaint d'avantage.

Quelques-unes des réformes proposées peuvent être obtenues, comme on le verra, par l'initiative soit des juges ou du gouvernement, sans l'intervention de la législature ; les autres demandent une législation nouvelle ; votre comité espère que les suggestions qu'il fait recevront, de la part de ceux qui sont plus spécialement chargés de veiller à la bonne administration de la justice, toute l'attention et les égards que demande un sujet aussi important.

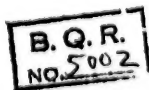
JUGES ETRANGERS.

Le barreau de Montréal et le public ont de grandes obligations à plusieurs juges qui résident en dehors de cette ville, pour l'aide qu'ils ont donné depuis plusieurs années aux juges de ce district, et nous désirons leur en exprimer publiquement notre reconnaissance.

Il serait à désirer, dans l'intérêt de l'administration de la justice, que tous les juges résidassent dans les grands centres, d'où ils iraient à tour de rôle tenir les cours dans les districts ruraux.

La nomination d'un septième juge de la Cour Supérieure à Montréal, et les changements que nous suggérons dans le but d'abrégier les enquêtes et de mettre fin aux longs délibérés, rendront peu nécessaire, à l'avenir, l'aide des juges étrangers. Lorsqu'il sera nécessaire d'y avoir recours, nous espérons que

51690



KE
108
75

l'hon. juge en chef consultera les juges de Montréal et notre bâtonnier afin d'éviter de demander des juges qui n'ont pas la confiance du barreau de ce district, ceux surtout dont la présence à Montréal a soulevé des plaintes générales. Au cas où l'on n'aurait point d'égard à cette recommandation, il sera du devoir de notre bâtonnier de convoquer sans délai une nouvelle assemblée du barreau.

Nous croyons devoir signaler au gouvernement fédéral les inconvénients de nommer à la charge de juges de la Cour Supérieure, des hommes qui n'ont point les connaissances ou l'expérience nécessaires pour assurer à leurs décisions la confiance et le respect que requiert la justice, sous le prétexte qu'on leur assigne des districts où les affaires sont presque nulles. Ils devraient être en état de siéger dans toutes les cours de la province, où leurs services sont souvent requis ; de fait, ces juges siègent fréquemment dans les autres districts, obtiennent quelquefois un changement de territoire et seront toujours un obstacle à la réunion de tous les juges dans les grands centres.

COUR DE RÉVISION.

Les frais énormes et les délais des appels à la Cour du Banc de la Reine rendent nécessaire le maintien de la Cour de Révision qui fournit, d'une manière prompte et peu coûteuse, le moyen de faire réviser la décision des premiers juges. Néanmoins, pour obvier à l'objection qui est souvent faite que les juges de première instance se consultent mutuellement sur les causes qui leur sont soumises, ainsi qu'ils l'admettent eux-mêmes très fréquemment en rendant leurs jugements, ce qui les rend incompétents à siéger en révision sur des jugements qu'ils ont plus ou moins contribué à faire prononcer, ou du moins sur lesquels ils ont déjà exprimé une opinion nous croyons devoir suggérer que deux juges résidant, l'un à Québec, l'autre à Montréal, devraient s'occuper exclusivement des causes portées en révision. et former la Cour de Révision pour la province avec un troisième juge des districts ruraux qu'ils s'adjoindraient de temps à autre. Cette cour siégerait presque en permanence à Montréal et à Québec, soit quatre jours par semaine, suivant les besoins du service et jusqu'à épuisement du rôle.

COUR D'APPEL.

Nous regrettons que la nomination d'un sixième juge à la Cour d'Appel n'ait pas eu tout l'effet qu'on en attendait ; le rôle est aussi chargé à Montréal qu'auparavant, et il faut encore attendre plus d'un an pour plaider une cause après qu'elle est inscrite. La nouvelle proclamation du Lieut. Gouverneur en Conseil qui nous accorde cinq termes au lieu de quatre est insuffisante. La Cour d'Appel devrait siéger à Montréal presque en permanence, soit quatre jours par semaine à l'exception des quatre termes ordinaires à Québec, et la Cour Criminelle ne devrait jamais être un empêchement aux séances de la Cour d'Appel. On pourrait facilement faire présider la Cour Criminelle par un juge de la Cour Supérieure, et nous suggérons qu'il en soit ainsi aussi longtemps que le rôle en appel ne sera pas épuisé. Pour parvenir à faire siéger la Cour d'Appel en permanence, comme nous le demandons, nous croyons que la chose devrait être réglée par un ordre en conseil du Lieut. Gouverneur.

CODE DE PROCÉDURE.

Nous avons appris avec satisfaction que le gouvernement provincial avait mis à l'étude le code de procédure et la réorganisation des tribunaux de première instance. Mais nous croyons devoir signaler que cette œuvre difficile exige beaucoup d'étude, une grande connaissance des besoins du pays et surtout beaucoup de discussion. Ce résultat ne peut être obtenu que par la création d'une commission de quatre à cinq personnes y compris les secrétaires, qui devraient en outre soumettre son travail aux juges et aux différents barreaux de la province qui se réuniraient ensemble à cet effet à Québec et à Montréal.

FRAIS DE JUSTICE.

L'impôt sur les procédés judiciaires, plus particulièrement dans ce district, est injuste, exorbitant, et odieux, et grandement préjudiciable aux intérêts de la profession. Il est prélevé sur un nombre de personnes comparativement limité ; il pèse principalement sur la classe la plus malheureuse en infligeant au débiteur incapable de satisfaire ses créanciers une dette additionnelle qu'il lui faut payer à l'Etat.

L'accès aux tribunaux doit être libre, la justice comme la liberté individuelle ne pouvant être un objet de commerce; la matière d'un contrat ne doit pas être imposable. Les tribunaux n'existent pas dans l'intérêt des plaideurs seulement, mais pour la protection de la société en général. Ceux qui ne sont pas dans la nécessité d'y recourir ne leur doivent pas moins la sécurité dont ils jouissent dans leur personne et leur propriété et sont également tenus de contribuer à leur maintien. La préservation de l'ordre et la répression de l'injustice dépend de l'existence et de l'efficacité des tribunaux. La règle établie dans une contestation entre deux plaideurs sur toute question de droit devient une garantie pour tous ceux qui sont dans le même cas. De toutes les charges d'une communauté civilisée, aucune n'exige une répartition plus universelle, plus équitable et plus en rapport avec les moyens des contribuables, et ce, proportionnellement à la propriété et à la richesse de chaque individu. Le système actuel met la plus forte partie de ce fardeau sur le plaideur malheureux.

Dans tous les pays où la nécessité des gouvernements commande la recherche de sources de revenus on a cru ne devoir exiger qu'une taxe légère, correspondant à peu près à celle prélevée sur les contrats généralement et comme contribution pour le salaire des officiers. Ici on en a fait une taxe spéciale exorbitante, hors de toute proportion avec les impôts ordinaires.

Sous prétexte de prélever un impôt pour la construction du Palais de justice à Montréal, à une époque où le district comprenait un territoire aujourd'hui subdivisé en neuf districts indépendants, on avait d'abord imposé une taxe comparativement légère. On l'a depuis augmentée et multipliée, et notre district réduit aux présentes proportions a payé cinq fois et au delà cette construction. Après avoir fourni les frais de construction pour les cours dans les nouveaux districts, le gouvernement leur a imposé une taxe moindre que celle exigée des contribuables de Montréal, de sorte que le plaideur dans notre district contribue encore plus que celui d'aucune autre partie de la province après avoir payé tous les frais des constructions requises pour l'administration de la justice chez lui.

Ce système est en outre très préjudiciable aux intérêts de la profession en faisant de chaque avocat un perceuteur de droits, un agent du fisc. Il ne peut suivre les intérêts de son client sans, à chaque étape de la procédure, lui signifier la nécessité de faire des

avances de fonds en dehors de toute proportion avec ses honoraires tarifés. En ajoutant les frais de sténographie requis par notre système d'enquête et mérite, le seul aujourd'hui praticable et qui n'est nécessaire que pour faciliter le travail des juges qui devraient strictement prendre notes du témoignage, on peut affirmer qu'en moyenne l'avocat, pour obtenir son maigre honoraire de \$60, dans une cause première classe contestée, soit qu'il représente le demandeur ou le défendeur, doit percevoir pour le fisc une somme au moins égale et le plus souvent excédant de beaucoup ses honoraires.

En Cour de Circuit, les déboursés sont de \$4 à \$12, environ, suivant la classe d'action.

En Cour Supérieure, ils sont de \$25 à \$35 en outre des frais d'enquête qui, avec le système de la sténographie tel que suivi actuellement, sont d'environ \$50 par cause, formant un total de \$75 à \$85. A cela il faut ajouter la taxe sur les dépôts 2 p.c. et les taxes sur les ventes judiciaires 4½ p.c.

Sur la vente d'un immeuble de \$2,000 cela forme :

Déboursés du demandeur en Cour Supérieure	\$50
Saisie, annonces et vente par le shérif	60
Taxes, 4½ p.c , sur \$2,000	90
Déboursés sur la collocation	25
	\$225

Outre environ 35

que le défendeur a payé au fisc pour se—
défendre.

Total.....\$260 ou 13 p.c.
sans parler des honoraires d'avocats.

En Cour d'Appel, les déboursés sont d'au moins \$73 et souvent davantage ; en Cour Suprême, ils n'atteignent que \$22 à \$23.

Toute requête en Cour de Circuit, coûte 50 cents ; en Cour Supérieure, \$1 ; en Cour d'Appel, \$2 ; en Cour Suprême, dix cents.

Le système suivi en France et dans la province d'Ontario, d'accorder aux officiers de justice un traitement fixe, peu élevé, avec de légers honoraires d'office, est de beaucoup préférable à celui de faire supporter par les plaideurs tous les frais de ces officiers ; nous protestons surtout contre l'imposition de taxes sur les procédés judiciaires dans le but de payer le coût des bâties

destinées aux Cours de Justice, l'indemnité des jurés et même d'augmenter les revenus du gouvernement.

Quant aux sténographes, ils devraient être des officiers de la justice, payés par le protonotaire dont la fonction est de prendre des notes du témoignage, lorsque le juge ne fait pas lui-même, ou par le gouvernement; les plaideurs ne devraient payer qu'un honoraire fixe, peu élevé, pour chaque déposition quelqu'en soit la longueur.

Les notes du sténographe devraient être déposées au greffe, et transcrites seulement lorsqu'il y a révision ou appel. Le juge rendrait son jugement sur ses notes, et s'il a besoin de référer aux notes des sténographes, il pourrait le mander et lui faire lire la partie de la déposition dont il a besoin.

Pour la transcription, lorsqu'elle a lieu, il ne devrait être exigé, dans aucun cas, plus de dix centins par cent mots.

Quelques unes des recommandations qui précèdent exigent une législation nouvelle, d'autres, l'action du gouvernement ou des juges de la Cour Supérieure. Celles qui suivent peuvent être adoptées de suite par les juges de la Cour Supérieure, si elles rencontrent leur approbation.

SUGGESTIONS WITH REGARD TO CASES INSCRIBED FOR *Enquête*
AND FINAL HEARING ON THE MERITS AT THE SAME TIME.

That there be only one division, except in cases of emergency as hereafter mentioned.

That the Court shall sit every juridical day except saturday.

That cases be inscribed on the *Rôle* generally and not for any fixed day.

That on receipt of each inscription by the prothonotary, he shall immediately assign the nearest possible day for the hearing of the case inscribed, which shall be more than eight days after the fying of the inscription, unless both parties consent to a shorter delay, and thereupon the inscribing party shall notify the opposite party of the day so fixed for the trial of the case.

That the Prothonotary shall assign the days for trial of the several cases inscribed, according to the order of the receipt of each inscription and shall put down five and not more than five cases for each day of the sitting of the Court.

That each judge shall only sit for one week at a time.

That the presiding judge shall have power, in his discretion, to direct that a case which he may be incompetent to try or which he may deem likely to be of a protracted character be tried in another division, and it shall thereupon be the duty of another judge of the Court to take the trial of such case in another separate division.

That the Court shall open at half-past ten o'clock in the forenoon, and shall sit till five o'clock in the afternoon, less the usual recess of one hour for lunch. And that the Court should not finally adjourn before three o'clock, unless all the parties interested in cases on the rôle for the day declare that they do not intend to proceed that day.

That any case which has to be continued beyond the day fixed for the trial shall be put at the foot of the general rôle.

That in the taking of evidence stenographically, only the material parts of the evidence shall be taken down, under the direction of the judge.

That the rule with regard to deposit be strictly enforced.

That the stenographer shall read over the evidence to the witness, before he leaves the box and in the presence of the Court, and shall transcribe and deposit the same so transcribed

with the Prothonotary within three days from the examination of the witness, under pain of suspension and that he be paid therefor at the rate of ten cents per 100 words.

SUGGESTIONS WITH REGARD TO CASES INSCRIBED FOR HEARING
ON THE MERITS.

That the Court shall sit during the first ten juridical days of each month over and above the Saturdays which shall not be computed among such days.

That cases be inscribed on the rôle generally, and not for any fixed day.

That on receipt of each inscription by the prothonotary he shall immediately assign the nearest possible day for the hearing of the case inscribed, which shall be more than one clear day when inscribed in term and four days when inscribed in vacation after the fixing of the inscription, and thereupon the inscribing party shall notify the opposite party of the day so fixed for the hearing of the case.

That the prothonotary shall assign the days for hearing of the several cases inscribed according to the order of the receipt of each inscription, and shall put down six and not more than six cases for each day of the sitting of the Court.

That any case which has to be continued beyond the day fixed for hearing shall be put at the foot of the general rôle

That each judge shall only sit for one week at a time.

For the committee,

STRACHAN BETHUNE,
R. LAFLAMME,
S. PAGNUELO.

L. FORGET,

Secrétaire.

MONTREAL, 10th Dec., 1881.

